

de la perpétuité. Marie Michel fut acquittée comme ayant agi dans l'intérêt de son père. Marie Michel, prise de remords, mourut lors de son comparution. Ce sont ses dernières volontés qui motivent aujourd'hui sa comparution devant la cour d'assises de Riom sous l'accusation de deux témoignages.

Depuis huit heures et demie, une foule compacte s'unit dans la place Dessaix. C'est le jour du marché et les paysans sont rassemblés devant la grille de la prison. L'un d'eux, Marie Michel, sortira pour se rendre au palais de justice.

A neuf heures, la porte s'ouvre et Marie Michel paraît, escortée de deux gendarmes qui lui tiennent une roule au milieu d'un florilège de gens qui se pressent sur son passage et la regardent curieusement. Elle traverse la foule en cachant sa figure sous son mouchoir.

A l'audience, Marie Michel prend place au banc des accusés, vêtue d'un jersey violet et d'une jupe bleue ; elle tient consciemment son mouchoir sur son visage.

Devant elle se tient son avocat, Me Buisson, et l'avocat de Cauvin. Me Decoz de Roche se porte partie civile au nom du frère de Mme Moutet contre lequel au cours des séances certaines accusations pourraient se produire.

Après la lecture de l'accusation et après les formalités légales, on procède à l'appel des témoins.

Interrogatoire de Marie Michel. Le président, M. Fauchery, donne aux témoins l'ordre de se retirer et l'interrogatoire de Marie Michel commence. Celle-ci, placée au milieu de la table de prétoire, joint les mains et hoche la tête pour répondre que le président rappelle ses bonnes antécédentes et refait l'historique du procès de Cauvin. De temps en temps, il est interrompu par les témoins qui, tantôt debout, tantôt assis, parlent tout au profit d'une vive agitation.

Marie Michel réussit à décliner plusieurs questions de l'avocat général mais lorsque l'heure de la lecture des dépositions des témoins arrive, l'assassinat de Cauvin est condamné.

L'audience est suspendue.

Riom, 3 mars.

A la reprise de l'audience, Marie Michel raconte comment elle s'est décidée à dénoncer comme auteur du crime, sur la conseillère d'un préteur auquel elle se confesse. Elle raconte ensuite d'une voix entrecoupée par des sanglots comment elle a accueilli le résultat.

Dans la matinée, elle avait été une vive discussion avec ses ministres qui l'avaient malmenée au sujet de cette révélations. Marie Michel a été rassurée, quand sa maladie a été constatée.

A 8 heures, Mme Moutet monte à sa chambre. Marie, veuve seulement d'un chevalier et d'un juge, attend le moment propice.

Le président. — Racontez la scène du crime ?

Marie Michel. — J'ai ouvert la porte, je me suis précipitée sur elle, j'enfouis mes deux doigts dans sa poitrine et mes deux pouces dans la bouche, j'ai attondu que la mort venait (incohérence).

Le président. — Que vous a-t-elle dit ?

Elle a été très émotive après les services que je lui rendais ta veux m'élever à Dieu.

Incident.

Un incident intéressant se produit alors.

Le président voit que Marie cache ces paroles, ses pouces dans la bouche, mais parvient, en sanglotant, à réduire absolument le prévenu à l'instant où Marie dit qu'elle ne met pas ses pouces dans la bouche, mais qu'il y a quelque chose.

Le président dit que l'a constatation médicale est démontrée, la victime avait été stranglée et on a relevé de nombreuses contusions dans les déclarations de l'accusée qui répond qu'elle a pu faire effort et permettre à l'assassin qu'elle ait souffert de malaise.

La suite des débats est renvoyée à demain.

LES CAISSES DE SECOURS

des ouvriers métallurgiques et des compagnies

(Dien correspondant)

Riom, 3 mars.

Dans son audience de lundi, la Cour de Cassation a débouté la compagnie de ses prétentions d'administrer la caisse de secours des ouvriers métallurgiques. La décision de la Cour de Cassation maintient l'arrêt du tribunal de l'Industrie, au sujet du tirage au sort des administrateurs sortants — décision qui avait été déferlé à la Cour de Cassanais — et confirme. Enfin les élections des administrateurs favorables à la compagnie ont été annulées.

Nos amis Béguin, Tison, Huliez, restent administrateurs. C'est un grave échec pour la compagnie et un véritable triomphe pour les ouvriers. Il n'y a donc pas des juges qu'il faut battre !

Les élections du Pas-de-Calais seront bientôt, d'après la sentence de la Cour de Cassation qui met fin à un scandaleux état de pouvoir.

Avec eux, nous nous réjouissons de cette solution.

FESTIBLTON N° 21

## LA GRANDE FLIBUSTE

PAR PAUL DUPLESSIS

PREMIÈRE PARTIE

### LE CHEVALIER DE MORVAN

— Oh ! ça, c'est différent ; c'est que nous n'allons en France que pour gagner de l'argent, je préférerais alors les grandes villes aux grandes routes. L'argent passe avant tout.

Le jeune homme aspira et continua en lui-même qu'Alain se manquait pas de bons sens pourtant fort bien.

De Morvan, après avoir ordonné au Bas-Bretzel de lui faire préparer un modeste dîner, réussit de remonter chez lui, quand un coup frappé à la porte de sa chambre l'annonça une visite : le gentilhomme, n'attendait et ne manquait personne, grattait à une serrure : il cria toutefois : «

## DERNIÈRE HEURE

(Par Service Spécial)

### MINIENNE INCENDIE

Paris, 3 mars. A la dernière heure, un violent incendie vient de se déclarer dans le magasin de décors du théâtre de l'Ambigu-Comique. Les flammes ont atteint les maisons voisines. Les pompiers organisent les secours. L'assaut est grand dans le quartier.

On ne signale aucune victime.

### LES ITALIENS EN AFRIQUE

Rome, 3 mars. On ignore le sort des généraux Dalermida, Armandi, Albertone, le général Eléma est légèrement blessé.

L'opposition démonte que les Abyssins se soient emparés d'Adigrat, mais on croit qu'Adigrat est évacué.

### CONFÉRENCE SOCIALE

A BORIGNIES

Dimanche dernier, les citoyens Marcel Sembat, député de la Seine, et Goussain, à l'article 2 du projet de loi relatif aux fraudes à la consommation des denrées, ont donné dans cette commune une conférence qui a obtenu un vif succès.

Nous avons été reçus à la gare par une nombreuse délégation ouvrière qui mustarde et dérapeau en tête, les a conduits à la salle Ricard.

Après quelques instants de repos, la réunion a commencé sous la présidence du citoyen Bonnardel, assisté des citoyens Prévost et Derniercourt.

C'est le citoyen Sembat qui a le premier la parole.

Durant une heure, le vaillant député de la Seine a tenu sous le charme de sa parole élégante et persuasive le nombreux auditoire qui ne lui a pas manqué les applaudissements.

En termes énergiques, il a fait le procès de l'opportunité digne et nécessaire des groupements de résistance.

Il a montré les pseudo-républicains nantis au service des exploitants, toutes les forces gouvernementales au service de la bourgeoisie et l'opposition au service de la classe ouvrière.

Il a dénoncé les mesures qui rappelle le communisme et le conservatisme.

Il a dénoncé les déportations ouvrières plus près de Paris, le massacre de Fourques, les déportations de Brocourt, les déportations à Paris la terreur de la Bourgogne, le régime de Terreur instauré par Casimir-Périer, la guerre aux syndicats, les militaires poussardés, traqués comme des bêtes fâchées, dans tout récemment lors du drame de 300 000 travailleurs déportés de l'Est, etc.

Puis le Sénat a voté résolument en faveur des quelques réformes votées par la Chambre et approuvées par le ministre qui affirme sa volonté de marcher dans la voie démocratique.

Mais contre la protection, l'impunité accordée jusqu'à ce derniers temps aux financiers de l'autrui, au Comptoir d'escampette, de l'Union générale, de la Banque des chemins de fer, au Panam, des chemins du Sud, etc. L'épargne et la richesse publiques mises en corps réglée par les distributeurs dont un certain nombre siégent sur les bancs de la Chambre et du Sénat. Et les conventions avec les compagnies d'assurances et les, qui collaborent à notre pays au profit de la bourgeoisie, grâce à la protection de l'Etat, etc.

Il a également dénoncé les obscurités avec lesquelles il a été traité par le ministre des travaux publics et qui empêche la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.

Il a dénoncé les mesures qui empêchent la construction de la ligne de Paris à Lille.